

Le Président Tebboune dans un entretien à Al-Jazeera
«L'Algérie a dépassé la phase de danger»

Page 3



LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5395 - Mercredi 9 juin 2021 - Prix : 10 DA



Lors d'une rencontre avec le ministre de l'Agriculture
Saida Neghza propose des solutions aux problèmes des agriculteurs

Page 3

Jijel
Candidate non-voyante,
Naima Dahmeche
déterminée à décrocher
un siège à l'APN

Page 4



Louffi Benamara, directeur général de la
briqueterie Benazzouz et membre de la CGEA

«Faute d'argile, notre usine fermera dans quelques mois»



Ait Aziz

Lutte contre le
sachet en plastique :
distribution de
paniers traditionnels

Page 16

Tizi Ouzou/ Pour faire face à la pénurie
d'eau potable qui se profile à l'horizon

Opération urgente
de réhabilitation
de 80 forages

Page 16



PH/E. Soraya/J. A.

Située à Benazzouz, dans la wilaya de Skikda, la briqueterie fondée par la famille Benamara pourrait fermer définitivement dans quelques mois. Une situation due à l'impossibilité d'accéder à l'argile, matière première essentielle pour produire des briques, imposée par des tergiversations bureaucratiques. [Pages 2 et 3](#)

Dans un entretien accordé au journal "Echabab El Djazaïri"
Belhimer annonce la promulgation de la loi
sur la publicité après les législatives

Page 16

Ligue 1 de football

Amara Charaf-Eddine n'a pas encore tranché

Page 15



Loutfi Benamara, directeur général de la briqueterie Benazzouz et membre de la CGEA

«Faute d'argile, notre usine fermera dans quelques mois»

■ Située à Benazzouz, dans la wilaya de Skikda, la briqueterie fondée par la famille Benamara pourrait fermer définitivement dans quelques mois. Une situation due à l'impossibilité d'accéder à l'argile, matière première essentielle pour produire des briques, imposée par des tergiversations bureaucratiques.

Par Mehdi Mourad

Benazzouz, petite commune agricole de la wilaya de Skikda, compte quelques unités industrielles. La plus ancienne est certainement la briqueterie Benazzouz que ses fondateurs ont choisi de baptiser du nom du village. Mais les jours de cette usine sont comptés. Son directeur général, Loutfi Benamara, lutte au quotidien pour maintenir la production et préserver les 85 emplois directs et autant d'emplois indirects. «Cette briqueterie, nous l'avons bâtie à la sueur du front et à la force des bras», dit-il avec fierté. Issu d'une famille d'industriels dans l'agroalimentaire, Loutfi Benamara s'est lancé dans ce domaine en 1992 après avoir obtenu l'autorisation d'exploitation d'un gisement d'argile. L'usine a donc été installée à proximité de ce gisement. Mais il a fallu déployer des efforts colossaux durant cinq longues années pour que la briqueterie soit opérationnelle.

Naissance au forceps

«Dans cette partie du village, il n'y avait aucune habitation, pas d'activités, rien. C'était une période très difficile à cause de la situation sécuritaire. L'insécurité régnait dans la région, il nous arrivait de travailler pendant une semaine et de quitter les lieux pendant deux mois. Un jour, le chantier de l'usine a été le théâtre d'un accrochage entre les services de sécurité et les terroristes. Le danger était tel que nous avons dû abandonner nos véhicules pour fuir par les collines. Nous avons mis 5 années à bâtir l'usine. Le matériel est resté en souffrance sur le chantier car il était impossible pour le fournisseur espagnol d'envoyer les ingénieurs et les techniciens afin de monter la briqueterie pour des raisons de sécurité. L'unité a finalement été achevée en 1997. Voir les premières briques sortir du four a été un véritable soulagement», explique Loutfi Benamara. Avec une production de 120 000 tonnes/an briques conventionnelles et de hourdis, la briqueterie Benazzouz est

devenue très vite un acteur important dans le domaine des matériaux de construction dans la région de Skikda. Des produits qui se vendent également dans les wilayas d'Annaba, Taf et Guelma. Les principaux clients sont les entreprises de construction engagées dans les programmes de réalisation publics de logements ainsi que les particuliers.

Four inextinguible

Fabriquer des briques est une activité complexe, qui exige de la patience et un engagement quotidien. Loutfi Benamara parle avec passion de son métier de briquetier. «A la base, il faut de l'argile. Pour l'utiliser, la terre doit subir plusieurs cycles de préparation», note-t-il. Après extraction, les techniciens procèdent à la phase de pourrissement qui consiste à mouiller l'argile afin d'en retirer toutes les impuretés, notamment les gaz. «La période de pourrissement peut durer jusqu'à deux années. L'argile ainsi obtenue est ensuite broyée, passée au tamis puis malaxée avant d'être placée au repos dans des silos pour en extraire l'excédent d'eau. Cette matière peut ensuite être injectée dans les machines de moulage qui vont former les briques. La chaîne de production est totalement automatisée. Après le façonnage et découpage, les briques sont disposées dans des chariots qui sont dirigés vers le séchoir qui fonctionne grâce à de l'air chaud provenant du four. Vient ensuite la phase de cuisson dans un four de 90 mètres de long. A l'intérieur, les briques sont soumises à plusieurs niveaux de température, de 220 à 900° Celsius, pour assurer une cuisson. C'est en sortant du four que les briques prennent cette couleur rouge qui les caractérisent», souligne Loutfi Benamara. Il est important que le four d'une briqueterie ne doit jamais s'éteindre, car il risque de s'effondrer. «Un four, dès qu'il est mis en fonction, doit rester allumé en permanence, auquel cas il peut subir des dégâts irréversibles et deviendra inexploitable», insiste le patron de la briqueterie Benazzouz. Cette contrainte, la direction a dû



Phs/E. Soraya/J.A.

la gérer au début de la pandémie de coronavirus. «Nous avons arrêté la production durant quatre mois à cause du Covid-19, nous avons préféré prendre des dispositions pour éviter de mettre nos employés en danger. Le four a donc été mis en veilleuse, il ne fallait surtout pas l'éteindre pour éviter qu'il s'effondre».

Deux poids, deux mesures



En réalité, ce que redoute le plus Loutfi Benamara ce n'est pas l'effondrement de son four, mais la disparition de son usine. «C'est un véritable drame car le gisement mitoyen à l'unité est sur le point de s'épuiser», lâche le patron de la briqueterie Benazzouz. Il revient longuement sur les tracasseries bureaucratiques qui l'empêchent d'accéder à cette précieuse matière première. «Lors de la création de l'usine, la Direction générale des forêts (DGF) de la wilaya de Skikda nous avait accordé un droit d'exploitation sur une superficie de 90 hectares. Mais en 2001, la DGF nous a retiré 70 hectares sous prétexte que l'exploitation est désormais soumise à un arrêté wilayal. A l'époque, le wali de Skikda était venu sur les lieux et s'était engagé à nous permettre d'exploiter cette superficie

par tranche de 20 hectares. Finalement, ce processus n'a pas pu être mis en œuvre car il s'est avéré que le terrain en question faisait l'objet d'un litige entre la DGF et des propriétaires terriens de la région. Donc nous avons dû nous contenter des 20 premiers hectares. Mais les choses se sont compliquées lorsque l'arrêté wilayal a été abrogé lors de l'institution du permis minier. Avec cette nouvelle procédure nous n'avions plus

exploité», insiste-t-il. Un autre opérateur, qui ne possède pas d'unité de production, a demandé lui aussi une parcelle dans la même zone. Fait étonnant, cet opérateur a obtenu les 6 hectares alors qu'il ne produit rien. «C'est une situation aberrante puisqu'il a obtenu cette parcelle dans le cadre d'une opération de gré à gré, alors que ce processus n'est possible que pour les exploitants. Sincèrement, je ne comprends pas pourquoi mon dossier a été rejeté alors qu'il répond à tous les critères et que celui d'une personne qui n'a aucune activité dans le domaine a été accepté. Le pire dans cette histoire, c'est que cette personne n'a toujours pas exploité ce gisement». Loutfi Benamara a saisi les walis d'Annaba et de Skikda afin qu'ils interviennent pour lui permettre d'avoir accès à l'argile.

Gaz, électricité et fibre optique

Des problèmes, la briqueterie Benazzouz en subit quotidiennement. Outre le tarissement du gisement d'argile, la direction doit faire face à la disponibilité du gaz, énergie qui alimente le four. «Il faut savoir que l'énergie est un élément essentiel dans notre activité industrielle. Aujourd'hui encore, les fours sont alimentés avec du gaz propane que nous ramenons avec des camions-citernes. Le fait de stocker du gaz propane sur notre site dans des citernes comporte également un risque que nous devons gérer. En 2017, la Sonelgaz nous avait proposé d'alimenter la briqueterie en gaz naturel, mais la réalisation du réseau était hors de prix. Imaginez, 90 millions de dinars pour un raccordement en gaz. Nous ne pouvions pas nous permettre de mettre la somme de 9 milliards de centimes, c'est trop pour la trésorerie de notre entreprise».



Le Président Tebboune dans un entretien à Al-Jazeera

«L'Algérie a dépassé la phase de danger»

■ Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a accordé un entretien à la chaîne d'information qatarie Al-Jazeera. Le Président a répondu à des questions en rapport avec l'actualité intérieure et extérieure du pays.

Ph/D. R.



Par Aomar Fekrache

Abdelmadjid Tebboune a affirmé que «le Hirak béni et authentique a sauvé l'Etat de la dispartition». L'Algérie, a-t-il indiqué,

«cinq prochaines années», a-t-il affirmé. Selon le Président, le volume de la corruption était grand et à ce jour on continue à découvrir son étendue apparente et cachée. «Seules 50 personnes avaient le monopole de l'importation durant la période précédente. Elles avaient les pleins pouvoirs de décision quant au choix de celui qui a le droit d'investir en Algérie», a indiqué M. Tebboune, précisant que «la justice a saisi et récupéré tous les biens connus de l'Issaba et les a restitués au Trésor public».

Concernant la récupération de l'argent détourné, il dira travailler dans ce sens «avec les pays amis en Europe et dans le monde». Le président de la République, toujours au sujet du Hirak, a indiqué que 13 millions d'Algériens ont sauvé l'Algérie du 5^e mandat et du prolongement du 4^e. «Grâce à la conscience populaire, l'Algérie a dépassé la phase de danger», s'est-il félicité, précisant que l'Algérie a connu le premier printemps arabe durant les événements d'octobre 1988. Il a aussi affirmé que l'Algérie s'est débarrassée «définitivement de l'islam idéologique», ajoutant que le courant islamique activant en Algérie est différent de ceux des autres pays. Aussi, il dira que le «Hirak authentique a gagné grâce à son pacifisme sous la protection des services de sécurité et de l'armée». Le président de la République a souligné, par ailleurs, que ces derniers temps «50 wilayas algériennes ne connaissent pas de marches». A une question sur la relation entre la Présidence et l'armée, il dira qu'elle «est naturelle et l'armée algérienne est une institution constitutionnelle qui respecte la Constitution». Sur le plan extérieur, le Président Tebboune a indiqué que «l'Algérie est la cible

de conspirations parce que, elle, de son côté, refuse de conspirer contre les pays arabes». «Nous sommes aussi ciblés parce que nous sommes un pays sans dettes extérieures, donc libre de ses décisions et souverain», a-t-il expliqué. L'Algérie, a-t-il soutenu, «est le porte-flambeau de la Palestine, du Sahara occidental et de tous les pays opprimés». «Ils veulent faire taire la voix de l'Algérie mais cela ne va pas se produire», a-t-il insisté. «La stabilité permanente de l'Algérie, c'est grâce à la force de son armée», a-t-il indiqué, affirmant que «celui qui croit que l'Algérie va tomber après la Syrie a tort». Il a également déclaré : «Ce n'est pas nous qui avons un problème avec le Maroc, c'est le Maroc qui a un problème avec nous». Concernant la crise en Libye, le Président a indiqué : «Nous avons refusé qu'une première capitale maghrébine et africaine, Tripoli, tombe entre les mains des mercenaires. L'Algérie était prête à intervenir d'une manière ou d'une autre pour empêcher qu'elle tombe». «Lorsque nous avons dit que Tripoli est une ligne rouge, nous savions bien de quoi nous parlions et le message est parvenu aux concernés», a-t-il souligné.

A. F.

Lors d'une rencontre avec le ministre de l'Agriculture Saida Neghza propose des solutions aux problèmes des agriculteurs

Saida Neghza, présidente de la Confédération générale des entreprises algériennes (Cgea), a rencontré, hier, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Hamid Hamdani. Accompagnée d'investisseurs agricoles et de membres de la filière agriculture et industries agricoles de la Cgea, M^{me} Neghza a évoqué avec le ministre de tutelle les inquiétudes des agriculteurs et des investisseurs agricoles. Des doléances que la présidente de la Cgea a collectées lors de ses déplacements et rencontres avec les agriculteurs et investisseurs à travers le territoire national.

Après avoir écouté l'exposé de la présidente de la Confédération, Hamid Hamdani

a indiqué que des projets d'électricité agricole à Ouargla, El Oued et Hassi Messaoud, ainsi que le processus d'autorisation pour les investissements agricoles stratégiques dans le Sud ont été effectivement lancés.

Le ministre de tutelle a indiqué aussi que les problèmes de 170 laïteries ont été réglés en leur fournissant de la poudre de lait. Pour le secteur des moulins, il a expliqué que des solutions aux problèmes posés ont été trouvées avec une nouvelle approche méthodologique pour éliminer les manipulations dans le domaine de l'approvisionnement en blé, et apporter un soutien à de vrais investisseurs.

Le ministre de l'Agriculture a affirmé, par ailleurs, que son département a répondu aux

demandes des fabricants dans le domaine de l'alimentation du bétail. Selon lui, des textes exécutifs seront publiés prochainement pour réglementer le secteur, car l'importation sera liée à l'obligation de l'investissement productif et réel.

A l'issue de cette rencontre, les deux parties ont convenu de tenir des réunions périodiques pour évaluer l'avancement des projets annoncés. Aussi, ce sera l'occasion de déterminer l'efficacité et la transparence de la plateforme numérique chargée d'étudier les dossiers d'investissement et de foncier agricole, afin de s'assurer que le plus grand nombre de ceux qui souhaitent investir ait accès à des assiettes pour démarrer les projets.

Massi S.

●●● Suite de la page 2

Les coupures récurrentes d'électricité perturbent également les cycles de production et imposent de faire tourner l'usine avec des groupes électrogènes. Ce n'est pas tout, la briqueterie est également «déconnectée» sur le plan des télécommunications. «En 2011, Algérie Télécom a fait retirer la ligne téléphonique en cuivre pour lancer un projet de remplacement par de la fibre optique. Sauf que depuis dix ans, cette fameuse fibre optique n'est toujours pas arrivée jusqu'à notre usine. Après de multiples réclamations, Algérie Télécom a fini par nous dire de ramener nous-mêmes la fibre optique, ce qui est inconcevable», fait remarquer Louf Benamara. Depuis 2011, la briqueterie n'a ni téléphone ni Internet. «Le problème, c'est qu'en plus du téléphone nous sommes privés de connexion internet, alors que la majorité de nos machines sont connectées et peuvent être gérées à distance. En cas de panne, les ingénieurs espagnols peuvent inter-

venir sans même se déplacer. Mais l'absence d'Internet nous prive de ce service précieux. Le souci se pose également en matière de communication mobile car la couverture des trois opérateurs est très mauvaise dans cette zone».

Coups de marteau

Louf Benamara reconnaît également que la crise économique et la crise du Covid-19 ont eu un impact sur son activité. Le ralentissement des projets dans le secteur BTPH, où il compte ses principaux clients, a conduit à une baisse des volumes des ventes et fait chuter le prix de ses produits. «Nous travaillons pratiquement à perte. De plus, nous subissons l'impact de la dévaluation du dinar puisque certains des éléments de notre usine sont importés, notamment les pièces d'usure. Toutes les briqueteries sont confrontées à cette problématique. En fait, 30 % des pièces sont fabriquées ici en Algérie et le reste est importé», note-t-il. A titre d'exemple, le directeur général

de la briqueterie Benazzouz présente des marteaux de broyage, sorte de gros sabots métalliques qui permettent de réduire en poudre les blocs d'argile. «Nos machines usent un nombre considérable de marteaux, généralement chaque pièce a une durée de vie d'environ cinq jours car l'argile locale est très abrasive. Nous consacrons un budget de 25 millions de dinars par an pour l'achat de ces marteaux. Malheureusement, nous les importons à raison de 55 euros l'unité. Actuellement, nous importons ces pièces de Tunisie auprès de petites unités qui travaillent de façon traditionnelle. Ils ont la volonté et le savoir-faire, choses qui nous manquent parfois en Algérie. Nous avons néanmoins prospecté à travers l'Algérie pour intéresser des fonderies, publiques et privées, mais sans succès. Pourtant, cette activité peut représenter un marché très intéressant pour des industriels locaux, car ces pièces d'usure sont utilisées pour le broyage par les briqueteries, les cimenteries et les car-

Bilan des dernières 24 heures Virus : 364 nouveaux cas et 10 décès

L'ALGÉRIE a enregistré 10 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, soit un cas de plus qu'hier (9), portant à 3 537 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une hausse, avec 364 cas, soit 34 cas de plus par rapport au bilan d'hier (325), pour atteindre, au total, 131 647 cas confirmés.

R. N.

rières d'agrégats. A mon avis, ce marché représente au moins 4 millions d'euros d'importation annuelle», constate Louf Benamara.

Briques pleines

L'ensemble des problèmes qu'il subit au quotidien, à commencer par cette quête d'un nouveau gisement d'argile, n'altère en rien la détermination de Louf Benamara. En véritable battant, il se dit optimiste quant à la possibilité de dépasser les blocages actuels. A ce titre, il met en avant le rôle essentiel de la Confédération générale des entreprises algériennes (Cgea) qui lui apporte son soutien depuis plusieurs mois. «Nous avons la chance d'être membre d'une organisation patronale pleinement engagée aux côtés de notre entreprise. Madame Saida Neghza, sa présidente, a su défendre notre dossier auprès des autorités compétentes. Nous espérons donc un règlement dans un proche avenir», reconnaît-il.

A l'avenir, Louf Benamara

compte miser sur le développement de la production de briques pleines. En fait, tout est parti d'un constat à l'occasion d'un voyage en Espagne. «J'avais constaté qu'il y avait des stocks énormes de briques pleines à cause de la crise économique et j'ai vu que certains importateurs algériens ont fait en sorte d'en ramener en grandes quantités. C'est absolument absurde d'arriver à cette situation, c'est un produit que nous pouvons fabriquer très facilement». L'avantage de cette brique c'est que le coût de transport est relativement bas à cause de son volume. «Il est plus avantageux de fabriquer de la brique pleine, même si nous avons besoin de quelques additifs pour obtenir certaines couleurs. C'est un produit très esthétique et facile à utiliser. Nous devons juste promouvoir les qualités de ce produit», ajoute-t-il. Louf Benamara attend juste d'avoir accès à un nouveau gisement d'argile. Une fois cette problématique réglée, il pourra alors s'attaquer au challenge de la brique pleine.

M. M.

Jijel

Candidate non-voyante, Naïma Dahmeche déterminée à décrocher un siège à l'APN

■ Jeune non-voyante, Naïma Dahmeche fait ses premiers pas dans la vie politique en se portant candidate aux élections législatives du 12 juin courant à Jijel sur la liste indépendante «Chabab Essalem», déterminée à décrocher un siège dans la future Assemblée populaire nationale.

Par Hamid N.

Dans une déclaration à l'APS, Naïma avoue que sa déficience visuelle à 100 % ne l'a pas empêchée de s'engager dans la course électorale et pense pouvoir assurer pleinement sa mission de députée dans le cas où elle remporterait un siège dans la future APN.

La jeune Naïma, ou Meryama pour les intimes, a choisi de s'engager dans ces élections, convaincue, dit-elle, d'avoir un «rôle à jouer dans la société au même titre que tout autre citoyen voyant», et d'être capable d'ap-

porter un plus pour la société en général et pour les personnes aux besoins spécifiques en particulier.

Elle a précisé s'être portée candidate sur une liste indépendante parce qu'elle est «éprise de liberté et refuse d'être enchaînée».

«J'ai été approchée par plusieurs partis politiques, mais j'ai refusé d'y adhérer, préférant une candidature indépendante aux côtés de candidats compétents susceptibles de créer la surprise durant ce rendez-vous électoral», a-t-elle confié.

Aussi, le fait d'être inscrite en deuxième année de doctorat en sciences de l'information et de la communication à l'université Mohamed-Khider de Biskra, d'être employée dans la commune d'El Kennar Nouchfi et d'animer des émissions à Radio Jijel lui ont permis de «bien connaître les préoccupations des citoyens».

Naïma explique, en outre, le fait de ne pas s'être engagée auparavant dans une élection ou

activité politique par «le souci de parvenir à un niveau d'études qui favoriserait davantage sa maturité politique pour que la qualité de son action politique soit à la hauteur des missions du député à l'Assemblée populaire nationale».

Résolue à relever le défi

Assurant ne pas ignorer les difficultés sur lesquelles elle pourrait buter en cas d'élection à l'APN, du fait de son handicap, Naïma soutient qu'en défendant la cause des handicapés et leurs droits au sein de l'association locale «Tahadi oua Amei» et de l'Union arabe des aveugles, cela constitue pour elle «un capital pour continuer à porter haut la voix des handicapés» car, affirme-t-elle, «je fais partie de cette catégorie et j'en connais fort bien les préoccupations».

Evoquant les chances de sa liste de faire une percée lors de ces législatives, cette candidate estime «difficile de faire un pro-



PH/D. R.

nostic, surtout que le peuple n'a plus confiance en ses élus», reconnaissant toutefois que les chances de sa liste qui souhaite «créer la surprise», ne sont ni plus grandes ni plus petites que celles des autres listes.

Naïma Dahmeche a conclu en soutenant que «le handicap

est simplement physique et ne signifie guère une incapacité à donner».

Et d'assurer : «En cas de victoire, je donnerai beaucoup à la wilaya de Jijel et en cas d'échec j'aurai eu une nouvelle expérience éditoriale dans ma vie».

Hamid N.

Evaluation des préparatifs des élections législatives

Le Président Tebboune préside une réunion du Haut Conseil de Sécurité

Le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, a présidé mardi une réunion du Haut Conseil de Sécurité consacrée à l'évaluation des préparatifs des élections législatives de samedi prochain, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République.

"Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, mardi 8 juin 2021, une réunion du Haut Conseil de Sécurité consacrée à l'évaluation des préparatifs des élections législatives du 12 juin 2021", a précisé le communiqué. "Après avoir écouté les interventions des membres du Haut Conseil de Sécurité, le président de la République a donné des instructions au ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire et aux responsables des corps de sécurité pour la sécurisation de l'opération électorale, notamment des bureaux de vote, conformément aux dispositions de la loi régissant et encadrant les élections qui garantissent à l'électeur la liberté de vote et criminalise toute atteinte à l'exercice de droit consacré par la Constitution", a ajouté la même source. "Soulignant l'importance de ce rendez-vous électoral majeur, le Président Tebboune a affirmé que toutes les garanties constitutionnelles, juridiques et réglementaires sont à même de protéger la volonté populaire et la régularité de l'opération électorale, en concrétisant des dispositions des articles 7 et 8 de la Constitution", a conclu le communiqué.

R. M.

Mostaganem

Le wali, fervent défenseur du patrimoine historique

Aïssa Boulahya, wali de Mostaganem, se tenant toujours à l'écoute des citoyens, réagit à chaque fois où un agissement porte préjudice à une valeur patrimoniale. Cette semaine, les actifs sur les réseaux sociaux ont alerté l'opinion publique sur un phénomène touchant l'aspect sculptural de la structure de la grande poste du chef-lieu. En effet, il a été constaté que l'entreprise responsable de la restauration de l'édifice a placé des rideaux défigurant totalement sa façade. La poste, sise au centre-ville, reste à Mostaganem un des monuments à architecture élaborée et à valeur historique indéniable. La poste, comme d'autres édi-

fices, de la ville ne peuvent subir des transformations sans tenir compte de leur authenticité car les transformations aveugles altèrent irréversiblement sa valeur contextuelle. La poste ainsi faite a toujours rayonné sur son environnement. Voilà en gros ce que les internautes ont voulu dénoncé. De toutes les manières, à Mostaganem on passe toujours sur l'aspect de la concertation. Pour rappel, dans cette ville il y a déjà eu un précédent qui fait couler beaucoup d'encre. C'est la façade de la «Maison du colon» qui a été peinte en vert très foncé. Un gros bourde, heureusement très vite corrigée. Selon les réactions sur les réseaux sociaux,

cette bavure a été commise car le bureau d'études et l'entreprise ne se sont jamais assis avec les acteurs associatifs défenseurs du patrimoine historique et culturel. Oui en effet, ces trois grands rideaux de couleur blanche ont agressé l'architecture de l'édifice altérant gravement ses principales valeurs, l'âge et l'intérêt historique. Une agression manifeste sur la structure juste à l'issue très récente du Mois du patrimoine. Le chef de l'exécutif a immédiatement réagi, convoquant les responsables du secteur, l'entreprise et le bureau d'études. Le wali a instruit les responsables afin d'œuvrer dans le cadre de la préservation du patrimoine his-

torique. Dans ce contexte, il faut remarquer qu'aujourd'hui la démocratie participative n'est pas seulement un slogan c'est une réalité à Mostaganem. Le wali a compris que le développement se fait aussi par la participation citoyenne. Depuis son installation à la tête des affaires de la wilaya, il a su écouter, puiser la bonne information comme il a su s'inscrire dans la volonté des citoyens car il est là justement pour améliorer leur cadre de vie. Aujourd'hui, on estime que la préservation du patrimoine historique a un fervent défenseur en la personne du premier responsable de la wilaya.

Lotfi Abdelmadjid

Groupe HTT au sujet du confinement

Les conditions d'hébergement des Algériens rapatriés sont «tout à fait respectables»

Le Groupe Hôtellerie, Tourisme et Thermalisme (HTT) a affirmé, lundi dans un communiqué, que les conditions d'hébergement des Algériens rapatriés, concernés par le confinement dans le cadre des dispositions de prévention contre Covid-19, sont «tout à fait respectables».

Le Groupe a réagi sur les deux volets dont il est responsable, à savoir l'hébergement et la restauration, suite aux remarques formulées, à travers les réseaux sociaux, par une

citoyenne rapatriée le 3 juin 2021 en provenance d'Istanbul (Turquie) et confinée à l'hôtel Mazafran (Alger).

Il a expliqué que «les bus transportant 197 passagers sont arrivés à 16h30 au niveau de l'hôtel», ajoutant que ces derniers sont réceptionnés «par vague de cinquante personnes pour respecter les mesures de distanciation au niveau de la réception de l'hôtel et pour faciliter l'accomplissement des formalités liées à l'affectation des chambres et des fiches de police».

«Le temps d'attente dont il est fait mention est uniquement lié au temps d'admission et non à une mauvaise organisation», a relevé le Groupe, tout en rappelant que son expérience dans ce domaine «est à mettre à l'actif de cet hôtel qui a géré des dizaines d'opérations de confinement en 2020 avec succès».

Le Groupe a affirmé, en outre, que «les conditions d'hébergement sont tout à fait respectables, les bungalows dont il est fait mention ont été réhabilités dans le cadre du programme de

modernisation».

«Selon les propres aveux de la citoyenne, ces bungalows étaient propres et nettoyés», note la même source.

«Pour l'affectation des chambres double ou individuelle, le choix est laissé aux citoyens selon leur convenance», a précisé le Groupe HTT, ajoutant qu'il «n'a jamais été question d'imposer une option» et que les familles sont hébergées dans des suites et des bungalows selon le nombre d'enfants.

Y. N.

Pétrole

Le Brent à plus de 71 dollars

■ Les cours du pétrole évoluaient en baisse hier, après avoir atteint des nouveaux sommets la veille, le recul des importations chinoises de brut pesant davantage que les difficultés rencontrées dans les négociations sur le nucléaire iranien.



Par Samia Y.

Hier matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait 71,13

dollars à Londres, en baisse de 0,50 % par rapport à la clôture de lundi. A New York, le baril de WTI pour le mois de juillet perdait 0,45 % à 68,92 dollars. La veille en séance asiatique, le

WTI a atteint 70,00 dollars en hausse pour la première fois depuis octobre 2018, quand le Brent a culminé à 72,27 dollars, au plus haut depuis mai 2019.

Certains investisseurs «s'in-

quiètent d'une possible fragilité de la reprise mondiale de la demande de pétrole brut au lendemain de données indiquant que les importations de pétrole en Chine ont diminué en mai», explique Avtar Sandu, analyste.

Selon les données des douanes chinoises, les importations de pétrole ont augmenté en yuans investis, mais le volume de brut importé a en effet fortement reculé en millions de barils, selon les calculs de l'agence Bloomberg. «Cela suggère que les raffineurs chinois sont réticents à importer aux prix actuels et préfèrent plutôt réduire les stocks», ont relevé les analystes, Warren Patterson et Wenyu Yao, qui préfèrent cependant «attendre les données sur la production industrielle dans le pays plus tard dans le mois pour se faire une idée plus précise».

Du côté de l'offre, la politique prudente d'augmentation de la production des membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et de leurs alliés de l'Opep+, réaffirmée lors du précédent sommet mardi dernier, est égale-

ment favorable aux prix de l'or noir.

Les difficultés rencontrées dans les négociations avec Téhéran sur le nucléaire iranien, qui éloignent d'autant la possible levée de l'embargo sur son industrie pétrolière, confortait aussi l'idée d'une offre contenue à court terme. Les Etats-Unis ont affirmé lundi, par la voix du secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, lors d'une audition parlementaire à Washington, ne toujours pas savoir si Téhéran veut vraiment revenir au respect de ses engagements.

S. Y.

France Le déficit commercial s'est creusé à 6,2 milliards en avril

Le déficit commercial de la France s'est encore creusé en avril, pour atteindre 6,2 milliards d'euros, sous l'effet d'une reprise plus marquée des importations que des exportations, ont annoncé, hier, les Douanes dans un communiqué.

Le déficit énergétique contribue à hauteur de 2,8 milliards d'euros à cette contre-performance mais, hors énergie, «le déficit croît depuis quatre mois» et atteint même en avril «un niveau record», hors période Covid en 2020, souligne les Douanes.

Depuis décembre, où il s'élevait à 4,1 milliards d'euros, le déficit n'a cessé de s'aggraver, sous l'effet d'une accélération de la hausse des importations. En avril, elles progressent de 700 millions d'euros, plus vite que les exportations (+400 millions d'euros). «En cumul sur douze mois glissants, le déficit s'est établi à 70 milliards d'euros, un niveau supérieur au cumul enregistré sur l'année 2020», notent les Douanes.

En revanche, la Banque de France relève une «légère amélioration» du solde de la balance des paiements, qui inclut les services. Ainsi, le déficit des transactions courantes ressort à 1,4 milliard, après -2,7 milliards en mars. L'excédent des services qui ne cessait de fondre depuis l'éclatement de la pandémie de Covid-19 croît même de 900 millions d'euros, grâce aux services d'assurance et «dans une moindre mesure» aux services de conseil, recherche et développement et de commerce. En revanche, «les voyages demeurent atones», note la Banque de France.

H. S.

Transport maritime

La Cnan-Med réceptionne un nouveau navire de marchandises baptisé «Cirta»

La Compagnie nationale algérienne de navigation (CNAN) a réceptionné, hier, un nouveau navire de transport de marchandises baptisé «Cirta», doté d'une capacité de transport de 1 478 conteneurs. La réception de ce navire s'est déroulée au niveau du port d'Alger lors d'une cérémonie présidée par le ministre des Travaux publics et des Transports, Kamel Nasri, en présence du ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab et du wali d'Alger, Youcef Chorfa.

Fabriquée en Chine, le navire «Cirta», d'une longueur de 172 mètres et de 24 mètres de lar-

geur, est doté d'une capacité totale de 1 478 conteneurs, dont 190 conteneurs réfrigérés pour le transport de marchandises au niveau du bassin méditerranéen au profit de la Cnan-Med.

Classé navire «vert», le «Cirta» est muni de moyens et d'équipements sophistiqués conçus pour être respectueux de l'environnement, selon les explications données par son équipage.

M. Nasri a affirmé, lors d'un point en marge de la cérémonie, que le «Cirta» est doté des mêmes caractéristiques technique que le navire «Djanet» réceptionné la semaine dernière, tout en précisant que cette

acquisition s'inscrivait dans le cadre du programme des investissements arrêté par le ministère des Travaux publics et des Transports. Dans ce sillage, il a fait état de la réception, l'été prochain, qu'un autre navire de transport de voyageurs ayant une capacité de 1 800 voyageurs et 600 véhicules baptisé «Badji Mokhtar 3». M. Nasri a évoqué aussi un projet d'acquisition de près de 2 000 conteneurs vides, en attendant la fabrication de ce type de moyens de transport au niveau local par des entreprises algériennes intéressées. «Toutes ces initiatives ont pour but de renforcer le rôle de

l'Algérie dans le domaine du fret maritime et de transport de personnes, et ce, dans l'objectif de réduire le recours à des prestataires étrangers payés en devises», a expliqué M. Nasri. De plus, il a appelé les responsables présents à cette cérémonie au suivi continu de la ressource humaine formée localement pour lui permettre de bénéficier des meilleures connaissances dans le domaine, au sein des navires de la Cnan-Med, filiale du Groupe algérien de transport maritime (Gatma), représentant, selon lui, «le porte-drapeau» du pavillon national.

Farid M.

Orge

Hemdani instruit les DSA d'être intransigeants envers la vente sur pied

Le ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, Abdelhamid Hemdani, a donné des instructions aux directeurs des services agricoles (DSA) des 12 wilayas potentielles en production céréalière pour se montrer intransigeants avec les producteurs et les multiplicateurs d'orge qui pratiquent la vente sur pied, afin de mettre fin à la spéculation sur ce produit, a indiqué un communiqué du ministère.

Lors d'une réunion d'évaluation de la campagne moisson-battage 2020-2021, notamment la collecte d'orge, de consommation et de semence, organisée en visioconférence et prési-

dée par M. Hemdani, en présence des cadres concernés, les DSA ont présenté un état des lieux sur le déroulement de la campagne et les problèmes de la collecte de l'orge qui affiche des augmentations des prix sur le marché informel dues «aux pratiques de spéculation, notamment la vente sur pied», a fait savoir le ministère.

M. Hemdani a instruit les DSA «de prendre des mesures strictes» envers les producteurs et les multiplicateurs d'orge qui se sont engagés à livrer 50 % de leurs productions aux Coopératives des céréales et des légumes secs (Ccls), précise la même source. Le ministre a

appelé, à cet effet, les directeurs des services agricoles des wilayas à afficher la liste des producteurs signataires de conventions avec les Ccls.

En outre, il a instruit les DSA d'«intensifier les sorties sur le terrain» en impliquant l'ensemble des acteurs, notamment la Chambre d'agriculture, l'interprofession, les associations et les subdivisionnaires pour sensibiliser les producteurs d'orge sur l'importance de la collecte afin d'assurer la couverture en semence pour la campagne prochaine et l'approvisionnement des éleveurs en orge de consommation. M. Hemdani a rappelé, au cours de cette

réunion, le contexte mondial actuel marqué par la flambée des prix des céréales, tout en appelant les DSA «à l'application effective du plan opérationnel et organisationnel mis en place pour la collecte des céréales en général et en particulier de l'orge au cours de la présente campagne lancée officiellement au niveau de quelques wilayas», souligne le communiqué. Par ailleurs, le ministre a sollicité les directeurs des services agricoles pour rassurer les céréaliculteurs sinistrés que leurs crédits de campagne seront rééchelonnés automatiquement après validation de la commission de wilaya.

S. M.

Enseignement supérieur/Jeunesse et sports

La nécessité du développement du sport universitaire soulignée

n Le secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et celui de la Jeunesse et des sports ont tenu, lundi, une réunion consacrée à l'examen des perspectives de promotion et de développement du sport universitaire et d'enrichissement des offres de formation dans le domaine sportif.

Par Farid Y.

La rencontre vise, selon les organisateurs, la consolidation du partenariat et de la coordination en termes de mise à jour des programmes de formation dans les spécialités des sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) et s'est réunie trois fois en février dernier, a affirmé le ministre de l'Enseignement supérieur, rappelant la circulaire ministérielle du 22 février 2021, portant concrétisation des opérations urgentes prévues dans ledit plan. Quant aux réalisations accomplies à ce jour au titre de cette démarche, M. Benziane a cité l'installation de 23 commissions de wilaya pour la relance du sport scolaire et universitaire, et l'organisation de championnats et de manifestations sportives à distance en 2021, outre l'intensification des activités sportives au niveau de la cité universitaire d'Oran.

Parmi les objectifs réalisés, le responsable a cité l'organisation des qualifications régionales et de wilaya des jeux sportifs universitaires. Dans son allocution, M. Benziane a souhaité que le secteur de la Jeunesse et des Sports ouvre le champ aux stagiaires au niveau des établissements scolaires et de formation pour effectuer des stages de terrain, au sein des établissements relevant de ce secteur.

Le ministre souhaite la contribution du ministère de la Jeunesse et des Sports aux préparatifs et sélections organisés, en prévision des compétitions sportives qui seront lancées par le secteur en début de la prochaine année universitaire au cours de laquelle seront choisis les candidats à récompenser lors de la semaine scientifique et sportive, prévue en mai 2022.

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelkader Benziane, a fait savoir que «la concrétisation de ce programme sur le plan interne a débuté par l'installation de commissions locales mixtes (plus de 40) ayant tracé des programmes efficaces», et soumis des rapports semestriels à la commission nationale regroupant l'Enseignement supérieur, l'Education nationale et la Jeunesse et les Sports.

La commission en question a été chargée, entre autres, d'élaborer un plan national de relance du sport scolaire et universitaire, à travers la mise en place de programmes mixtes dans le cadre d'une convention bilatérale avec le département des Sports, en vue de réfléchir au statut particulier de l'étudiant sportif ainsi qu'au dossier national des étudiants sportifs de haut niveau et des sportifs d'élite devant être répartis sur les établissements universitaires.

Dans le cadre de l'application

des recommandations du gouvernement, une commission nationale multisectorielle a été installée, chargée de l'examen du dossier des diplômés des Instituts des sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) et s'est réunie trois fois en février dernier, a affirmé le ministre de l'Enseignement supérieur, rappelant la circulaire ministérielle du 22 février 2021, portant concrétisation des opérations urgentes prévues dans ledit plan. Quant aux réalisations accomplies à ce jour au titre de cette démarche, M. Benziane a cité l'installation de 23 commissions de wilaya pour la relance du sport scolaire et universitaire, et l'organisation de championnats et de manifestations sportives à distance en 2021, outre l'intensification des activités sportives au niveau de la cité universitaire d'Oran.

Parmi les objectifs réalisés, le responsable a cité l'organisation des qualifications régionales et de wilaya des jeux sportifs universitaires.

Dans son allocution, M. Benziane a souhaité que le secteur de la Jeunesse et des Sports ouvre le champ aux stagiaires au niveau des établissements scolaires et de formation pour effectuer des stages de terrain, au sein des établissements relevant de ce secteur.

Le ministre souhaite la contribution du ministère de la Jeunesse et des Sports aux préparatifs et sélections organisés, en prévision des compétitions sportives qui seront lancées par le secteur en début de la prochaine année universitaire au cours de laquelle seront choisis les candidats à récompenser lors de la semaine scientifique et sportive, prévue en mai 2022.



Pour sa part, El Hadi Khaldi est revenu sur certaines mesures urgentes prévues dans le cadre du plan de relance du sport universitaire, dont le parachèvement des phases locales et régionales des compétitions dans 14 disciplines sportives pour un financement de l'ordre de 50 millions DA du budget de son ministère, ajoutant que «des efforts sont en cours pour organiser les phases finales de ces compétitions prévues le 5 juillet prochain, avec la participation de près de 2 500 étudiants universitaires».

Le ministère a organisé des manifestations sportives au sein des cités universitaires et célébré la Journée internationale du sport universitaire, coïncidant avec le 20 septembre de chaque année, a-t-il indiqué.

Concernant les mesures à moyen terme visant à opérer une réforme globale du système sportif universitaire, M. Khaldi a fait état de l'installation d'une sous-commission mixte chargée de réviser les textes

organisationnels et d'assurer la réforme des axes majeurs du sport universitaire.

Il a été procédé à la révision des statuts de la Fédération algérienne du sport universitaire (FASU), à la relance des ligues affiliées, à la valorisation et l'introduction de la pratique sportive dans le cursus universitaire, notamment à travers l'introduction du sport dans les projets des établissements universitaires et le renforcement de l'encadrement pédagogique du sport universitaire. Concernant la formation dans le domaine du sport, M. Khaldi a souligné que son département dispose d'un système de formation complémentaire qui comprend l'Ecole supérieure en science et technologie du sport (ESSTS) de Dely Ibrahim et les Instituts des sciences et de la technologie du sport de Ain Benian, Constantine, Ain El Turk (Oran) et Ouargla. A cette occasion, il a rappelé les efforts de promotion de la formation pour le développement du sport, à travers la promotion de

l'école sus citée en école supérieure et l'élargissement des offres de formation à court terme, à travers la création de nouvelles spécialités, l'adoption de mesures exceptionnelles au profit des sportifs d'élite, outre l'élaboration du statut particulier et du fichier de l'étudiant sportif. Cette rencontre, qui a été marquée par deux interventions sur la relance du sport universitaire et la formation sportive universitaire, intervient en concrétisation des conventions signées entre les deux secteurs en 2014 et 2018 pour promouvoir la pratique sportive en milieu universitaire, en développant les activités sportives dans les établissements de l'enseignement supérieur et les résidences universitaires, en œuvrant ensemble en matière de formation pour assurer les moyens de garantir un encadrement qualifié et en garantissant une utilisation commune et rationnelle des moyens et des ressources disponibles dans les deux secteurs au profit des étudiants.

F. Y.

Mila

Visite guidée de la 7^e brigade blindée de Télégma au profit de la presse

Une visite guidée de la 7^e brigade blindée chahid Messaoud-Benhadj de Télégma (sud de Mila) a été organisée au profit des représentants des médias publics et privés.

L'objectif de la manifestation est de présenter à la presse, et à toutes les franges de la société à travers elle, l'une des plus importantes institutions militaires relevant de la 5^e Région militaire (RM) et ses diverses unités de formation et d'instruction pour préparer le soldat au combat afin qu'il soit prêt à intervenir le cas échéant dans le cadre de ses missions, a indiqué dans

son allocution le commandant de cette brigade, le général Mahmoud Dridi.

Le même officier supérieur a déclaré que cette initiative s'inscrit dans le cadre de «la politique de communication de l'institution militaire pour présenter ses différentes structures et établir des passerelles interactives avec le peuple, en vue de renforcer la relation armée-nation».

«La presse est un moyen de faire connaître la 7^e brigade blindée, le quotidien de ses éléments, le suivi sanitaire et moral qui leur est assuré par le Haut-commandement de l'Armée nationale populaire, ses moyens

humains et matériels et ses armes qui permettent d'être opérationnels et efficaces lors des interventions dans le cadre des missions constitutionnelles de l'institution militaire au service du peuple et du pays», a-t-il ajouté.

Le programme de la visite a donné lieu à la projection d'un documentaire sur le quotidien des soldats au sein de la 7^e brigade blindée, en plus de la visite de ses bataillons, dont le bataillon 752 pour prendre connaissance de sa principale arme qui est le char T-90 S et son simulateur d'entraînement en salle. Des explications ont été données au niveau du bataillon

757 sur le système de simulation des batailles en salle, dans le cadre de la préparation des soldats en vue d'élever leur compétence opératoire, préserver la longévité des engins et économiser les munitions à la faveur des programmes d'instruction virtuels. Les éléments du bataillon 756 d'artillerie anti-aérienne ont présenté, de leur côté, des exhibitions de Kuk Sool, révélateurs du niveau de préparation au combat des éléments de la 7^e brigade blindée au même titre que les autres bataillons, et leur maîtrise des nouvelles technologies.

Amel B.

Journées des arts constantinois

Un évènement à ne pas rater

■ La Maison de la créativité de Constantine a connu lundi une ambiance festive, lors de la célébration de la Journée nationale de l'artiste qui coïncide avec le 8 juin de chaque année.



Par Adéla S.

C'est à l'initiative de l'Association El Baha des arts, des cultures populaires et des jeunes que le public est venu nombreux à cette cérémonie qui a été, entre autres, une occasion pour annoncer le coup d'envoi de la dixième édition des Journées des arts constantinois. Initiée en collaboration avec

la Maison de la culture Malek-Haddad, cette manifestation a porté sur l'inauguration d'un salon dédié à l'artisanat et les métiers constantinois, regroupant plus de trente artisans et artistes, toutes spécialités confondues, dont la dinanderie, la vannerie, l'habillement et les bijoux traditionnels, les gâteaux et les pâtes traditionnelles, ainsi que les instruments de musique.

L'initiative constitue «une opportunité pour le public constantinois afin de découvrir et sauvegarder le riche patrimoine artistique traditionnel de la ville du Vieux Rocher», a indiqué à l'APS le président de l'association organisatrice, Djamel Eddine Mehaya.

Pour le président de l'Association 'Abnaa Tarika El Aissaouia de Constantine», Mohamed Salah Behaz, la mani-

festation a pour objectif de faire connaître aux générations futures les divers instruments de musique traditionnelle, ressusciter et valoriser le patrimoine musical constantinois.

Aussi, une exposition de tableaux d'art plastique a été organisée au niveau du hall de cette structure culturelle, avec la participation de dix artistes qui souhaitent profiter de l'occasion et trouver des acheteurs pour leurs œuvres.

La troisième exposition comprend des stands proposant une centaine de livres édités à l'occasion de l'évènement «Constantine, capitale 2015 de la culture arabe», des ouvrages consacrés à la ville des ponts, à l'histoire des Aïssaoua et du malouf, la musique et le chant typiquement féminin 'Fekirat et Benoutat», sans oublier bien évidemment les stands consacrés aux maîtres du malouf à Constantine, a expliqué M. Mehaya. Le président de l'association a ajouté que cette manifestation, qui se poursuivra jusqu'au 20 juin en cours, consistera également en l'organisation d'ateliers créatifs consacrés à l'artisanat et aux métiers constantinois, notamment la distillation de l'eau de rose et de fleur d'oranger, encadrés par l'artisan Amor Bensouissi, issu

de la cité Sidi M'hamed El Gherab, implantée en contrebas du pont de Sidi M'cid.

D'autres activités, dont des productions théâtrales, des soirées musicales, des lectures poétiques, sont également au programme de ces journées artistiques et culturelles qui seront marquées, en outre, par la remise de prix et d'attestations honorifiques au profit de personnalités artistiques actives dans divers domaines culturels comme la musique, la poésie, le théâtre et les arts plastiques.

A. S.

Décès

Le marionnettiste et scénariste Rezo Gabriadzé est mort

Le légendaire marionnettiste, scénariste et peintre géorgien Rezo Gabriadzé, dont les œuvres ont profondément marqué le paysage culturel de ce pays du Caucase, est décédé dimanche à l'âge de 84 ans, ont annoncé ses proches.

Rezo Gabriadzé fut un rare exemple de liberté artistique et intellectuelle qui a donné naissance à des œuvres au cinéma, au théâtre, dans les arts et la littérature.

Rezo Gabriadzé est surtout connu pour le théâtre de marionnettes qu'il a créé en 1981 à Tbilissi, la capitale géorgienne, et qu'il a dirigé jusqu'à sa mort. Cette troupe avait été acclamée à l'étranger et a joué dans de nombreux pays dont la France (au Festival d'Avignon), les Etats-Unis ou encore la Corée du Sud.

Parmi ses 35 scénarios écrits pendant une carrière de plusieurs dizaines d'années figurent des films iconiques tels que la comédie dystopique de science-fiction «Kin-dza-dza !» ou «Mimino», qui raconte l'histoire d'un pilote d'hélicoptère de province qui se rend à Moscou pour percer dans la «grande aviation».

Rezo Gabriadzé avait reçu la plus prestigieuse décoration géorgienne dans le domaine des arts et de la littérature, le prix Rustaveli, et a été décoré de l'Ordre français des arts et des lettres.

R. I.

Concours des écrivaines et poétesses «amatrices»

Une dizaine de femmes primées

Une dizaine de femmes ayant participé au concours des écrivaines et poétesses «amatrices» d'expression arabe et amazighe locale, dédié à la créativité féminine, ont été primées lundi, en présence des autorités de la wilaya.

Organisé par la radio locale de Ghardaïa à l'occasion de la célébration du 20^e anniversaire de son inauguration, en collaboration avec un sponsor local, en vue de soutenir et d'encourager

les diverses créations littéraires et poétiques, le concours a pour objectif de détecter et de promouvoir les écrivaines et poétesses amatrices de la région, a soutenu le directeur de la radio, Ali Djeridi.

C'est également une occasion de mettre en valeur la place prépondérante de la femme de la région et son apport au rayonnement culturel social et économique, a ajouté de son côté le sponsor, qui a préféré garder l'anonymat. Pour les organisa-

teurs, l'évènement constitue un espace de communication et de promotion de la production et des œuvres littéraires des femmes, pour la plupart au foyer, et également un hommage plus que mérité pour la femme qui se distingue dans le domaine de l'écriture littéraire. Une lauréate a exprimé à l'APS «sa satisfaction et sa fierté» de voir de plus en plus de femmes adhérer à ce concours culturel et consacrer un grand intérêt à la dynamisation du champ culturel dans la

région, jadis exclusivement monopole de la gent masculine.

Les dix lauréates de ce concours ont reçu des prix et des attestations à l'occasion de la célébration du double évènement de l'inauguration officielle de la radio locale (2001) et la Journée nationale de l'artiste 8 juin).

Une centaine de femmes ont participé à ce concours, à travers des travaux littéraires en langues arabe et amazighe.

M. K.

La Fête de la musique 2021

Les concerts amateurs dans les rues annulés

C'est une nouvelle qui ne va pas ravir ceux qui pensaient pouvoir danser dans les rues françaises. Le protocole sanitaire qui encadre l'organisation de la Fête de la musique, le 21 juin 2021, publié par le ministère de la Culture, stipule que les musiciens ne seront pas autorisés à se produire de manière «impromptue» dans les rues, les bars et les restaurants.

Ces règles, qui s'imposeront en parallèle du couvre-feu maintenu à 23h et du port du masque, n'autoriseront les concerts en plein air seulement si le public reste assis : «En cas de manifestation en plein air, accueillir le public en configuration assise, en respectant les pla-

fonds de jauge et les modalités de distanciation».

Les musiciens devront, comme l'année dernière, se passer des bars et restaurants qui «ne seront pas autorisés [à accueillir des concerts] dès lors qu'ils sont susceptibles d'engendrer des regroupements sur la voie publique et d'accroître les risques de contamination en intérieur».

Ces règles très strictes pourraient aussi contraster avec ce qui se passera pour l'Euro 2021 de football qui aura lieu du 11 juin au 11 juillet prochain. Si les fan-zones devraient ressembler aux espaces ouverts pour la Fête de la musique (espace assis avec sans doute pass sanitaire

obligatoire), le flou règne encore sur l'organisation des terrasses qui ne seront plus soumises à

des jauges à compter d'aujourd'hui.

C. R.

Institut Cervantes

Des formations en ligne de théâtre et de journalisme dessinées

Des formations en ligne dans les domaines du théâtre et du journalisme dessinées sont programmées sur la Toile durant le mois en cours par l'Institut Cervantes, indique un communiqué de l'institution culturelle espagnole à Alger.

Organisés sous l'égide du ministère de la Culture et des Arts, par l'ambassade d'Espagne en Algérie, en collaboration avec l'Institut Cervantes d'Alger et d'Oran et le Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (Tna), ces cours, au nombre de deux, traitent de la conception d'une production théâtrale et de l'innovation d'un journalisme culturel dessinés.

S'adressant principalement aux responsables des théâtres régionaux, le premier cours consiste en une formation sur la conception de la production théâtrale avec pour objectif de fournir aux participants, à l'aide d'une approche théorique et pratique, les clés de la conception artistique et créative d'une production théâtrale.

Prévu du 20 au 27 juin, ce premier cours sera dispensé virtuellement en langue française par Juan Ollero, diplômé en mise en scène de l'Ecole royale d'art dramatique de Madrid, et également en droit, administration et gestion des affaires.

B. A.



Nigeria

Le chef de Boko Haram est mort, selon les jihadistes rivaux de l'Is wap

■ Le chef de Boko Haram, Abubakar Shekau, s'est suicidé lors de combats contre le groupe jihadiste rival de l'État islamique en Afrique de l'Ouest (Is wap), a affirmé celui-ci dans un enregistrement audio diffusé deux semaines après de premières informations faisant état de sa mort.

Par Mourad M.

«**S**hekau a préféré l'humiliation dans l'au-delà à l'humiliation sur Terre. Il s'est donné la mort en déclenchant un explosif», déclare en langue kanuri une voix semblant être celle du chef de l'Is wap, Abu Musab Al-Barnawi, dans cet enregistrement remis à l'AFP par une source relayant habituellement les messages du groupe.

Boko Haram ne s'est pas exprimé sur la mort annoncée de son chef, et l'armée nigérienne dit enquêter.

Dans son enregistrement, Is wap décrit comment ses troupes, envoyées dans l'enclave de Boko Haram, dans la forêt de Sambisa, ont découvert Shekau assis dans sa maison et ont engagé le combat.

«Il a battu en retraite et s'est échappé, errant à travers la brousse pendant cinq jours. Néanmoins les combattants (de l'Is wap) ont continué à le chercher et à le traquer jusqu'à ce

qu'ils soient capables de le localiser», raconte la voix.

Après l'avoir débusqué dans la brousse, les combattants de l'Is wap l'ont sommé, lui et ses partisans, de se repentir, mais Shekau a refusé et s'est donné la mort, poursuit-elle.

L'Is wap, reconnu par l'État islamique, est né en 2016 d'une scission avec Boko Haram, auquel il reproche notamment des meurtres de civils musulmans.

Après être monté en puissance, il est désormais le groupe jihadiste dominant dans le nord-est de la Nigeria, multipliant les attaques d'ampleur contre l'armée nigérienne.

«Nous sommes tellement heureux», souligne la voix, ajoutant que Shekau est «quelqu'un qui s'est rendu coupable d'un terrorisme et d'atrocités inimaginables».

Cette montée en puissance du groupe, qui semble désormais sur le point d'absorber les combattants de Boko Haram et de prendre possession de ses

anciens territoires inquiète les analystes, car elle signifie que l'Is wap dispose désormais d'une plus grande zone sous son contrôle, mais aussi de plus de combattants et d'armes à disposition.

Les hostilités entre Boko Haram et Is wap profitaient également à l'armée nigérienne.

«Si l'Is wap convainc les forces de Shekau de le rejoindre, il contrôlera la majorité des forces ennemies et sera en outre présent dans l'essentiel des zones échappant au contrôle gouvernemental dans le nord-est», explique dans une note Peccavi Consulting, une société d'évaluation du risque spécialiste de l'Afrique. Toutefois, l'Is wap va probablement devoir convaincre ou combattre d'autres factions de Boko Haram loyales à Shekau, qui disposent encore d'importants bastions, notamment de part et d'autre de la frontière avec le Cameroun à Gwoza, Pulka, et dans les montagnes de Mandara, ainsi qu'au Niger.

«Ce n'est peut-être pas fini,



l'Is wap va devoir soumettre ou convaincre ces groupes de s'unir à lui, pour consolider totalement son contrôle», a expliqué une source sécuritaire.

Depuis 2019, l'armée nigérienne s'est retirée des villages et

bases de petite importance, pour se retrancher dans des «super-camps», une stratégie critiquée car elle permet aux jihadistes de se déplacer sans entraves dans les zones rurales.

M. M.



Commentaire

Reprise

Par Fouzia Mahmoudi

Tout au long du mandat de Donald Trump, les démocrates, notamment Joe Biden, avaient abondamment critiqué la politique du président républicain vis-à-vis de la République islamique d'Iran et assuré, durant la campagne présidentielle de 2020, qu'en cas de victoire ils reviendraient immédiatement dans l'Accord sur le nucléaire iranien. Après tout, c'est Barack Obama qui avait négocié puis signé cet accord, considéré à l'époque comme un tour de force et comme un des plus grands faits d'armes du président démocrate. Mais aujourd'hui, après déjà plus de six mois à la Maison-Blanche, les relations avec les Iraniens sont toujours tendues, même si un dialogue indirect a été instauré il y a quelques mois. En effet, les États-Unis, qui négocient de manière indirecte avec l'Iran depuis deux mois pour tenter de sauver l'accord sur le nucléaire iranien, ont affirmé cette semaine ne toujours pas savoir si Téhéran veut vraiment revenir dans les clous de ses engagements. «Nous ne savons toujours pas si l'Iran veut, et est prêt à faire ce qu'il faut pour respecter à nouveau l'accord», a déclaré le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, lors d'une audition parlementaire à Washington. «Nous sommes toujours en train de tenter de savoir si c'est le cas», a-t-il ajouté. L'ex-président américain Donald Trump avait claqué la porte en 2018 de cet accord international conclu trois ans plus tôt, pour empêcher la République islamique de se doter de la bombe atomique, le jugeant insuffisant, avant de rétablir et renforcer les sanctions économiques de Washington contre Téhéran. En riposte, les autorités iraniennes se sont progressivement affranchies des limites imposées par le texte à leur programme nucléaire. Le nouveau président des États-Unis, Joe Biden, s'est dit prêt à revenir dans l'accord si l'Iran revient dans les clous des restrictions nucléaires. Par l'intermédiaire des autres signataires (Européens, Chine, Russie), les deux pays ennemis négocient depuis début avril à Vienne ce compromis que les Américains appellent «plein respect contre plein respect» de l'accord. Les tractations doivent reprendre en fin de semaine dans la capitale autrichienne. «Nous n'en sommes même pas encore au stade d'un retour au respect pour respect, nous ne savons pas si cela va pouvoir se faire», a insisté Antony Blinken. Reste à voir si ces négociations qui s'éternisent avec pour le moment aucun semblant d'évolution, vont réussir à réconcilier Washington et Téhéran ou si finalement l'administration Biden gardera comme sur tant d'autres sujets, immigration, Proche-Orient, Chine, entre autres, la même politique de Donald Trump ou si les démocrates tiendront leur promesse dans ce dossier et s'attelleront à la reprise de l'Accord qui avait occupé une grande partie du second mandat d'Obama qui en a fait une priorité de sa présidence.

F. M.

Présidentielle au Pérou

Castillo double Fujimori qui dénonce des «indices de fraude»

Le suspense restait entier dans la nuit de lundi à hier dans la dernière ligne droite de la présidentielle au Pérou. Le candidat de la gauche radicale Pedro Castillo accroissait son avance après le dépouillement de plus de 96 % des suffrages sur la candidate de la droite populiste Keiko Fujimori, laquelle a dénoncé des «indices de fraude».

L'ancien instituteur devançait à 21h25 locales (02h25 GMT) Keiko Fujimori de 95 508 voix, selon l'Office national des processus électoraux (Onpe). M. Castillo était crédité de 50,28 % des voix et Mme Fujimori de 49,72 %.

Depuis le premier résultat partiel, portant sur 42 % des bureaux de vote, Pedro Castillo n'a cessé de refaire petit à petit le retard de six points concédés dimanche soir.

Les votes en provenance des campagnes et des régions éloignées de la forêt amazonienne, favorables au candidat qui revendique ses origines provinciales, lui ont permis de doubler la fille de l'ancien président Alberto Fujimori (1990-2000), laquelle a dénoncé des «irrégularités et des indices de fraude».

«Il existe une claire intention de saboter la volonté du peuple», a affirmé Mme Fujimori au cours d'une conférence de presse, photos et des vidéos à l'appui, notamment l'image des résultats dans un petit village donnant

son adversaire vainqueur par 187 voix contre zéro.

La mission d'observation de l'Organisation des États américains (OEA) n'a pour sa part relevé aucun incident majeur. «Le dépouillement des bulletins de vote s'est déroulé conformément aux procédures officielles», a-t-elle indiqué.

Les votes d'un million de Péruviens résidant à l'étranger pourraient encore inverser la tendance, préviennent les experts.

Ces derniers et l'Onpe répètent leurs appels à la prudence. «Les résultats sont encore incertains», a déclaré, lundi, l'analyste Fernando Tuesta.

La tension est à son comble dans les deux camps et M. Castillo a appelé à «la modération», demandant à ses partisans à «ne pas tomber dans la provocation, seul le peuple sauvera le peuple». Dimanche, les deux vainqueurs surprise du premier tour le 11 avril, parmi 18 candidats, ont assuré qu'ils respecteraient le verdict des urnes.

En cas de victoire, Keiko Fujimori, 46 ans, fille d'Alberto Fujimori qui purge une peine de 25 ans de prison pour corruption et crimes contre l'humanité, deviendrait la première femme présidente du Pérou et la première en Amérique à suivre une dynastie familiale. Si elle perd pour la troisième fois au second tour, après deux défaites successives en 2011 et 2016, elle pourrait être poursuivie en justice. Le

parquet a requis 30 ans de prison dans une affaire de pots-de-jeu présumés pour laquelle elle a déjà passé 16 mois en détention préventive.

S'il l'emportait, Pedro Castillo serait lui «le premier président pauvre du Pérou», selon l'analyste Hugo Otero.

Originaire de la province de Cajamarca (nord) dont il arbore le chapeau blanc traditionnel, M. Castillo a enseigné dans une école rurale pendant 24 ans.

Inconnu des Péruviens avant qu'il ne prenne la tête d'un vaste mouvement de grève des enseignants en 2017, il promet du changement avec notamment l'élection d'une Assemblée constituante. Tandis que Mme Fujimori défend l'actuelle loi fondamentale qui garantit le libéralisme économique.

La bourse de Lima a plongé de 7,74 % en clôture tandis que le dollar a atteint un niveau record. Le billet vert n'a cessé d'augmenter au Pérou depuis la victoire au 1^{er} tour de M. Castillo qui préconise un rôle plus interventionniste de l'État et des nationalisations dans le secteur énergétique et minier.

Quel qu'il soit, le futur chef de l'État aura d'énormes défis à relever dans le pays qui, avec 184 000 morts, a le plus haut taux mondial de décès du coronavirus et comptabilise trois millions de nouveaux pauvres en un an, le PIB ayant plongé de 11,12 % en 2020.



MC Oran
L'entraîneur Madoui renonce à son départ

L'entraîneur Kheireddine Madoui poursuivra finalement sa mission à la tête de la barre technique du MC Oran, au lendemain de l'annonce par la direction de ce club de la résiliation à l'amiable de son contrat. Madoui, qui a rencontré le président Tayeb Mahiaoui, est revenu à de meilleurs sentiments, et les deux hommes «ont fini par se réconcilier», a indiqué Rafik Cherrak, chargé de communication de la formation oranaise pensionnaire de la Ligue 1 de football. La direction du MCO avait annoncé la veille, sur sa page Facebook officielle, le départ de l'ancien coach de l'ES Sétif. Le président Mahiaoui a justifié cette décision par

«l'échec du jeune coach à qualifier son équipe pour les demi-finales de la Coupe de la Ligue après son élimination à domicile contre le WA Tlemcen, en sus de pas moins de cinq contre-performances à domicile aussi en championnat». Ayant succédé au Français Bernard Casoni en novembre dernier, Madoui a dirigé le MCO en 14 matches, toutes compétitions confondues, durant lesquels il n'a concédé aucune défaite. Après 24 journées de championnat, la formation phare d'El Bahia occupe la troisième place au classement avec 44 points, accusant un retard de six unités sur le leader l'ESS, et ce, avant 14 journées de la fin de la compétition.

Tennis/Classement ITF juniors

Un bond de 37 places pour Bekrar, désormais 98^e

L'Algérienne Ines Bekrar a gagné 37 places dans le nouveau classement mondial de la catégorie «juniors», dévoilé lundi par la Fédération internationale de tennis (ITF) sur son site internet, occupant ainsi le 98^e rang. Une belle ascension que Bekrar doit à son parcours «honorable» dans le tournoi international ITF juniors J2, clôturé dimanche à Hamammet (Tunisie), où elle avait atteint la finale avant de perdre face à la tête de série N.2, la Suisse Céline Naef, 6-2, 6-0. L'Algérienne, championne d'Afrique juniors en titre, avait

entamé la compétition avec un succès au premier tour devant la Tunisienne Hiba Heni (6-2, 5-7, 6-4), la Danoise Emma Kamper Malmkjær (6-3, 6-1) au second tour, la Portugaise Maria Santos sur le score 6-0, 2-0 AB aux quarts, puis l'Allemande Ella Seidel sur le score 6-3, 6-2, en demi-finale. Pour rappel, Bekrar est sélectionnée avec l'équipe algérienne féminine «seniors» de tennis pour prendre part à la Coupe Billie Jean King (ex-Fed Cup), groupe 3 zone Europe-Afrique, programmée à Vilnius (Lituanie), du 15 au 19 Juin 2021.

CAN-2022 de rugby (phase de poules)
L'EN débutera face au Ghana

La sélection algérienne de rugby, versée dans la poule C de la Coupe d'Afrique des nations 2022 (CAN-2022), débutera sa campagne continentale à Kampala face au Ghana (14 juillet) avant d'affronter l'Ouganda (18 juillet), a annoncé Rugby Afrique. Pour décrocher une qualification à la phase finale de la CAN-2022 (Top 8), l'Algérie devra occuper l'une des deux premières places de la poule C, dont les rencontres se dérouleront du 10 au 18 juillet à Kampala (Ouganda). Les matchs des trois autres poules (A, B, D) se disputeront à partir du 3 juillet, respectivement, à Windhoek (Namibie), Nairobi (Kenya) et Tunis (Tunisie).

Sixième au classement continental, le XV d'Algérie vise une qualification au Mondial-2023 par le biais de la Coupe d'Afrique des nations 2022 (CAN-2022) qu'il doit remporter pour accéder au tournoi de qualification au Mondial qui se déroulera en France, où il évoluerait dans le groupe A aux côtés du pays organisateur, de la Nouvelle-Zélande, de l'Italie et du représentant du continent américain.

Programme des rencontres de la poule C de la CAN-2021, prévues du 10 au 18 juillet à Kampala :

- 10 juillet : Ouganda - Ghana
- 14 juillet : Ghana - Algérie
- 18 juillet : Ouganda - Algérie

Championnat d'Afrique de taekwondo
L'Algérie rate sa participation

La sélection algérienne de taekwondo, composée de quatre athlètes, a raté sa participation au Championnat d'Afrique, disputé les 5 et 6 juin à Dakar (Sénégal), finissant la compétition avec un bilan de zéro médaille. Chez les messieurs, où l'Algérie a engagé trois athlètes, à savoir Mohamed Guerfi (-63 kg), Hani Tabib (-74 kg) et Islam Guetaya (-87 kg), le classement général a été dominé par l'Egypte avec 468 points (2 or, 4 argent), devant la Tunisie avec 377 points (3 or) et

le Maroc avec 356 points (1 or, 3 argent, 3 bronze). Chez les dames, c'est le Maroc (2 or, 3 argent, 1 bronze) qui a pris la première place devant la Côte d'Ivoire (2 or, 3 argent) et l'Egypte (1 or, 1 argent, 6 bronze). Plus de 800 taekwondoïstes représentant 54 pays ont pris part à ce Championnat d'Afrique qui s'est déroulé dans la Dakar Aréna. Prévues initialement les 22 et 23 mai, cette édition du rendez-vous continental a été décalée pour ne pas interférer avec les qualifications olympiques.

Ligue 1 de football

Amara Charaf-Eddine n'a pas encore tranché

■ Le président de la Fédération algérienne de football (FAF), Amara Charaf-Eddine, n'a pas encore tranché l'avenir de la Ligue 1, et laisse encore planer le doute sur le sort de ce championnat, non sans évoquer la possibilité d'interrompre la compétition avant terme pour pouvoir communiquer à la Confédération africaine (CAF) les représentants algériens dans les compétitions interclubs 2021-2022, avant la date limite fixée au 30 juin.



Amara réfléchit à une formule pour l'arrêt de l'actuel championnat

Par Mahfoud M.

«Lors de la dernière réunion du Bureau fédéral, nous avons abordé plusieurs possibilités. La CAF a fixé au 30 juin la date limite pour lui communiquer les clubs devant prendre part aux compétitions interclubs. Si nous sommes obligés de dévoiler à la CAF les noms de clubs avant le 30 juin, nous le ferons mais sous réserve. Parmi les probabilités est l'arrêt du championnat, ou l'option d'envoyer les noms des clubs avant cet arrêt, mais à aucun moment nous n'avons décidé de quoi que ce soit», a indiqué le premier responsable de l'instance fédérale. «Il est prématuré de parler de l'ar-

rêt ou même de la poursuite du championnat cette saison. Pour le moment, la compétition suit son cours le plus normalement du monde. S'il y a des décisions, ce sera fait dans un cadre réglementaire, selon les statuts de la FAF et les règlements en vigueur de la discipline. Nous ne pourrions pas prendre seuls la décision d'arrêter le championnat, cela doit se faire en concertation avec les clubs et le Bureau fédéral», a-t-il conclu. Dans un communiqué publié le 2 juin sur son site officiel, la FAF a apporté «un démenti formel contre toutes les rumeurs faisant part de l'arrêt du championnat de la Ligue 1 professionnelle de la saison 2020/2021 le 30 juin prochain». «La question de la saison 2020-

2021 a été certes débattue lors de la dernière réunion du Bureau fédéral du 31 mai, où plusieurs solutions ont été proposées afin d'être en harmonie avec le calendrier international ainsi qu'avec les échéances de nos sélections nationales (A et des joueurs locaux), mais aucune décision n'a été prise à ce propos», a-t-elle conclu. Il faut savoir que le championnat de la saison dernière avait été arrêté avant son terme, en raison du Covid, et la FAF avait proclamé le CRB champion, ce que bon nombre de clubs ont contesté, et notamment le MCA et l'ESS qui avaient affirmé qu'ils avaient des chances d'être sacrés et il fallait donc laisser le championnat se poursuivre. M. M.

Sélection nationale A'

23 joueurs convoqués pour le premier stage

Le sélectionneur de l'équipe nationale d'Algérie des locaux (A'), Madjid Bougherra, a convoqué 23 joueurs issus des clubs évoluant dans le championnat de Ligue 1 pour le 1^{er} stage qui aura lieu du 13 au 17 juin au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger), en prévision des prochaines échéances. La liste dévoilée lundi par la Fédération algérienne de football sur son site officiel est dominée par les joueurs de l'ES Sétif avec six éléments, devant le CR Belouizdad (5) et le Paradou AC (4). Elle est marquée aussi par l'absence de joueurs de la JS Kabylie, laissés à la disposition de leur club en raison des engagements de ce dernier en Coupe de la Confédération. Ce stage sera ponctué par une rencontre amicale contre le Burundi le mercredi 16 juin (20h45) au nouveau stade Olympique d'Oran. Le départ pour la ville d'Oran est

prévu la veille du match dans la matinée avec la programmation d'une séance d'entraînement à 18h30 sur la pelouse du nouveau stade de la ville d'El Bahia. Pour rappel, ce premier regroupement des joueurs locaux s'inscrit dans le cadre de la préparation de la sélection nationale en prévision de la Coupe arabe des nations de la FIFA Qatar-2021 qui aura lieu du 30 novembre au 18 décembre prochains. L'Algérie évoluera dans le groupe D avec l'Egypte et les vainqueurs des matchs : Liban-Djibouti et Libye-Soudan. Le tournoi sera disputé en deux étapes avec une compétition préliminaire qui concernera quatorze équipes les moins bien classées sous la forme de sept matchs simples à éliminatoire direct, puis une compétition finale se déroulant sous forme d'une phase de groupes, suivie de quarts de finale, demi-finales et finale.

- Liste des 23 joueurs :**
Gardiens de but : Toufik Moussaoui (CR Belouizdad), Abderrahmane Medjadid (O. Médéa)
Défenseurs : Youcef Laouafi (ES Sétif), Hamza Mouali (Paradou AC), Aymen Bougerra (PAC), Abdelhak Debbari (ESS), Chouaib Keddad (CRB), Mouad Haddad (MC Alger), Boualem Mesmoudi (MC Oran), Zineddine Belaid (USM Alger)
Milieux de terrain : Amir Sayoud (CRB), Imad-Eddine Merizegue (CRB), Adem Zorgane (PAC), Abdelhak Kadri (PAC), Ahmed Kendoussi (ESS), Bilal Benhamouda (USMA), Mohamed Belkheir (CRB)
Attaquants : Hossam-Eddine Ghacha (ESS), Mohamed Amine Amoura (ESS), Bilal Messaoudi (JS Saoura), Mohamed Bachir Belloumi (MCO), Ismail Belkacemi (USMA), Abderrahim Deghmoum (ESS).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Dans un entretien accordé au journal «Echabab El Djazaïri»

Belhimer annonce la promulgation de la loi sur la publicité après les législatives

Le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer, a évoqué, dans un entretien accordé au journal «Echabab El Djazaïri», plusieurs thèmes, dont la loi sur la publicité après les législatives du 12 juin.

Le ministre de la Communication a évoqué l'avant-projet de loi sur la publicité, en cours d'examen, qui vise à «remédier aux dysfonctionnements et aux pratiques du passé qui sont en contradiction avec le travail d'information». La nouvelle loi organique régissant le secteur de la publicité sera promulguée après les législatives du 12 juin, a-t-il indiqué.

Face à l'augmentation du nombre de sites électroniques enregistrés auprès de la tutelle, et dans le souci de mieux organiser l'opération de création de ces sites en Algérie, le premier responsable du secteur révèle la mise en place d'un nouveau mécanisme, appelé «tableau de bord» pour ces sites, supervisé par une équipe de spécialistes, ce qui permettra de connaître l'activité de chaque site pour une distribution juste et équitable de la publicité publique, a expliqué Belhimer. Ce mécanisme est en cours d'activation pour connaître le volume de production médiatique de chaque site et le recrutement de journalistes professionnels, a-t-il ajouté.

Sur un autre volet relatif à la généralisation et à l'unification de la carte de journaliste professionnel, Belhimer a indiqué que son département s'attelle à «assainir le secteur des intrus et à réhabiliter la profession et les professionnels du métier (journalistes, techniciens, photographes...)». Dans cette optique, le secteur poursuit le travail au sein d'ate-

liers spécialisés, en vue de définir la profession de journaliste ainsi que le cadre juridique qui lui assure tous ses droits et le protège de l'exploitation, du chantage et de la marginalisation, a ajouté le ministre de la Communication. Belhimer fera état de son engagement à permettre aux journalistes, à l'avenir, d'obtenir une carte de journaliste professionnel et à «écarter ceux qui ont exploité le vide et restreint la valeur de la presse du temps de la "Issaba"».

Par ailleurs, le premier responsable de secteur de la Communication a affirmé que les tentatives des parties «haineuses» qui ont misé sur l'annulation ou le report des élections législatives du 12 juin courant, ont échoué. «Conscient qu'il est le seul à décider de son avenir, le peuple algérien n'a pas besoin de tuteurs ou de ceux qui décident à sa place», a estimé Belhimer.

Evoquant les attaques médiatiques qui ciblent l'Algérie, le ministre a souligné que faire face à ces guerres cybernétiques hostiles et de désinformation est désormais un engagement professionnel et un devoir national que doivent accomplir les différents médias, en faisant preuve d'un professionnalisme qui exige la maîtrise du numérique, notamment concernant la sécurisation des sites d'information et la mise en échec des tentatives de piratage et de sabotage. Il a évoqué ainsi, la responsabilité des médias algériens publics et privés qui jouent un rôle «positif» dans la défense de l'intérêt national qui rassemble tous les Algériens loyaux, quelles que soient leur appartenance, leur orientation et leur position.

Louisa Ait Ramdane

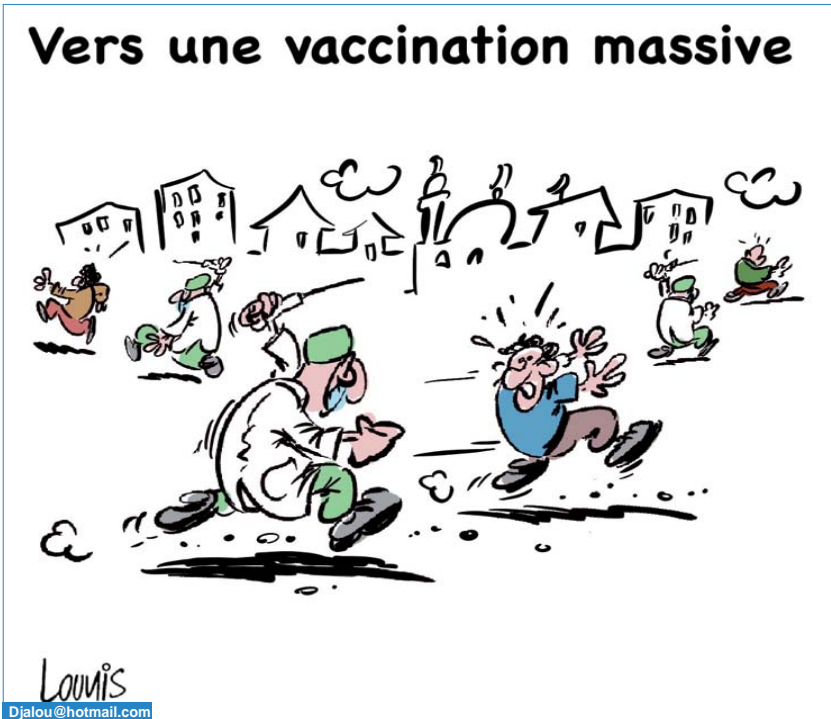
Ait Aziz

Lutte contre le sachet en plastique : distribution de paniers traditionnels



L'environnement préoccupe de plus en plus les habitants de la région de Kabylie, confrontée à la multiplication des décharges sauvages en l'absence d'un plan de prise en charge des déchets ména-

gers. Les villageois intensifient des actions de sensibilisation mais aussi effectives sur le terrain pour faire face à la dégradation continue de l'environnement. La dernière action en date de cette semaine est celle



Loumis
Djalou@hotmail.com

Tizi Ouzou/ Pour faire face à la pénurie d'eau potable qui se profile à l'horizon

Opération urgente de réhabilitation de 80 forages

Les services de l'hydraulique de la wilaya de Tizi Ouzou lanceront en juillet prochain une opération de réhabilitation de 80 forages, à la faveur de l'enveloppe financière de l'ordre de 80 milliards de centimes accordée par le ministère de tutelle.

Par Hamid M.

La mesure est urgente afin de faire face au déficit en matière d'alimentation en eau potable induit par un faible taux de remplissage du barrage de Taksebt. L'annonce de ce projet a été faite avant-hier par le wali de Tizi Ouzou, Mahmoud Djamaa, en marge d'une visite d'inspection dans les communes de la daïra de Tizi Rached. Il a expliqué que le lancement de cette réhabilitation se fera vers le début du mois de juillet, en se conformant aux délais de la procédure d'octroi des marchés publics. Il a également fait état de la prospection en vue de réhabiliter des sources d'eau potable dont le débit s'avère considérable afin d'atténuer le tant soit peu la pénurie. La faible



pluviométrie enregistrée cette année fait craindre le pire aux populations de la wilaya de Tizi Ouzou et les perturbations dans l'alimentation de certaines localités de la wilaya ont déjà commencé. Les autorités tentent d'anticiper en engageant des opérations d'urgence, comme la rénovation des forages ou encore le renforcement de la production du dessalement de l'eau de mer au niveau de la station de Tizirt.

Les habitants d'Ath Kouffi vont installer 7 km de canalisations pour s'alimenter depuis la source Tinzar

Les populations de la Kabylie qui appréhendent la pénurie d'eau potable ne sont pas restées les bras croisés et tentent de rechercher des solutions face à ce stress hydrique inévitable. L'exemple est venu ces jours-ci de la commune d'Ath Kouffi, de

la région de Boghni (45 km au sud-ouest de Tizi Ouzou), où les habitants s'affairent depuis quelques jours à acheminer l'eau potable depuis la source Tinzar jusqu'à leur village, sur une distance de 7 km, en se mobilisant volontairement. Alimentés depuis le barrage Koudiet Asserdoune (Bouira) avec un taux de remplissage de 5 %, les Ath Kouffi voient déjà les perturbations arriver, d'où leur décision de se prendre en charge eux-mêmes. Chaque foyer a alors versé la somme de 5 000 dinars pour la concrétisation de cette canalisation qui permettra d'alimenter le réservoir dudit village quotidiennement jusqu'à 13 000 m³. Le projet en question touche à sa fin. L'exemple d'Ath Kouffi est réédité dans plusieurs autres régions en Kabylie, grâce à l'esprit de solidarité entre les habitants. La touiza semble de nouveau renaître de ses cendres ces dernières années dans cette région et est même ressuscitée par les jeunes.

H. M.

H. M.